

acres de terre; il faut qu'il agrandisse son domaine.

Cessons de conduire un cultivateur de 30 ans d'expérience et de l'envoyer sur le secours direct en ville. Qu'on commence par le maintenir là pendant une couple d'années, qu'on essaie de l'installer, en attendant. Je trouve que c'est la pire action qui se fait aujourd'hui, c'est la plus mauvaise tolérance. Je remarque que le gouvernement ne constate pas cela. Il faut absolument que l'ARDA regarde du côté des vieilles familles qui cultivent la terre pour leur apporter le secours nécessaire.

Je dois avouer qu'on a fait quelque chose depuis trois ans, mais dans ma région, comme dans le Québec, en particulier, je crois qu'on s'est trop appliqué—encore là, ce n'est pas un blâme mais c'est une remarque que je veux faire au ministre—à mettre l'accent sur l'étude de chaque problème.

Autrement dit, on s'est plu à étudier le pourcentage de la pauvreté et à pleurer sur notre pauvreté; quand même on pleurerait encore plus sur notre pauvreté, cela ne donnera rien.

• (5.30 p.m.)

On peut étudier l'état de la pauvreté, mais il y a autre chose qui presse non seulement à l'heure actuelle, mais depuis trois ans. En vertu de l'ARDA, des sommes d'argent ont été octroyées—j'en ai déjà parlé ici—aux «bleuetières». Si ces subventions avaient au moins été orientées pour sauvegarder la terre familiale, comme je le disais tout à l'heure, au lieu d'envoyer les familles en ville. On a versé jusqu'à \$95 pour construire des «bleuetières» sur les terres de la Couronne, des terres incultes où il n'y avait absolument rien. Pourtant, un des buts de l'ARDA—l'honorable député de Qu'Appelle (M. Hamilton) le disait tout à l'heure—c'est l'utilisation des terres agricoles. Cela, c'est un des buts de l'ARDA.

On donnait de l'argent, et il s'agissait là d'un programme provincial; j'en ai d'ailleurs discuté avec le ministre. Il est bien entendu que d'ici, à Ottawa, on ne peut pas tout «contrôler», mais je crois que le ministre a un rôle à jouer; il peut au moins conseiller. On a formé des syndicats de «bleuetières», composés simplement de petits «patroneux» qui se partageaient les sommes d'argent et faisaient travailler les colons et les cultivateurs pour \$25, \$30 ou \$35, alors qu'ils empochaient les \$80.

J'ai justement rencontré le ministre québécois concerné et je lui ai dit que, s'il avait le moyen de donner \$70, il devrait les donner à ces cultivateurs-là, en autant qu'ils amélioreraient les «bleuetières».

Si l'on avait procédé ainsi, on aurait peut-être sauvé 25 ou 30 p. 100 des terres de ces

[M. Gauthier.]

cultivateurs qui sont rendus en ville, aujourd'hui, et vivent de l'assistance sociale.

On crie qu'il n'y a plus de chômage. Le ministre vient justement de dire: On a un taux de 30 à 40 p. 100. Nous, nous en avons de 30 à 40 p. 100 vivant de l'assistance sociale, dans notre région. Or, le ministre provincial fait le tour de la province et dit: Il n'y a plus de chômage!

Je vous dis que ces paroles ne sont pas tout à fait crues. Je parle du ministre du Québec, quand il vient dire qu'il n'y a plus de chômage.

M. Lachance: Le bon ministre du Québec!

M. Gauthier: Je ne veux pas trop en parler. Cependant, les faits sont là.

Mais il faut absolument que l'argent de l'ARDA aide le cultivateur. Qu'on cesse un peu de faire des études, qu'on cesse de tout englober dans des groupes d'études!

Je lisais également, dans le bill, qu'un conseil consultatif composé de dix hauts fonctionnaires allait être créé. Cela me fait peur, quand je vois dix hauts fonctionnaires et pas un membre de la région, pas un membre de l'UCC. Il est intéressant d'avoir des fonctionnaires, mais on devrait avoir cinq fonctionnaires et cinq membres de la région, cinq membres de l'Union catholique des cultivateurs, du conseil de paroisse; on va chercher des renseignements là. Si l'on veut faire un travail utile, on doit aller chercher des renseignements. Si vous voulez connaître réellement la situation d'une région, ce n'est pas par dix hommes d'Ottawa, des bureaucrates, que vous allez y arriver; ils ne connaissent rien de la région de Roberval.

Nommez, par exemple, au sein de votre conseil consultatif, des membres de l'UCC, des membres du Conseil de l'orientation économique et du Conseil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Prenez même le député, et vous allez voir qu'il vous donnera de bons tuyaux. Mais oui, nous sommes élus par le peuple, comme vous. Pourquoi nous mettre de côté? Nous sommes élus pour travailler avec le peuple. Pensez-vous que c'est parce que nous sommes dans l'opposition que nous allons laisser tout faire et que nous ne dirons pas un mot? Non, au contraire. Nous sommes ici pour protéger les intérêts du peuple, et vous pouvez être certains que nous allons les protéger.

Maintenant, on nous dit qu'il reste beaucoup à faire. Il reste surtout beaucoup à faire—et je voudrais terminer sur cette idée—pour sauver la terre familiale.

J'espère que le ministre n'est pas en faveur du principe des terres communautaires, parce que je ne serais pas du tout d'accord.

Il a réussi à essayer ce système de terres communautaires, mais aujourd'hui, on en